



HAL
open science

Jeunesse et participation citoyenne en Côte d'Ivoire

Christian Jules Boga Agodio

► **To cite this version:**

Christian Jules Boga Agodio. Jeunesse et participation citoyenne en Côte d'Ivoire. Statéco, 2022.
hal-03673072

HAL Id: hal-03673072

<https://hal.science/hal-03673072>

Submitted on 20 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jeunesse et participation citoyenne en Côte d'Ivoire

C. J. Boga Agodio*

Cet article analyse la participation citoyenne en général et particulièrement celle des jeunes en Côte d'Ivoire à l'aide des données de l'enquête Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS), conduite dans le cadre de l'enquête régionale sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) en 2017. Après avoir présenté le contexte, l'étude et la revue de littérature, la participation citoyenne a été abordée par un indice composite (participation politique et participation sociale) construit à cet effet. L'analyse a été menée en trois étapes : (i) sur la population totale âgée de 18 ans et plus, (ii) les personnes âgées de 18 à 34 ans (les jeunes), (iii) les personnes âgées de 35 ans et plus (les adultes). En plus de cette stratification, les différentes analyses ont porté aussi bien sur l'indice global de participation citoyenne, que sur les sous-indices le composant (participations politique et sociale). Les résultats confirment la faible implication de la population en général, et celle des jeunes en particulier, dans les activités citoyennes, aussi bien politiques que sociales comparativement aux adultes. Ceci peut constituer de graves menaces sur le processus de paix, de démocratisation et de développement, vu que l'implication des citoyens dans les activités politiques et sociales est associée à une société démocratique, gage de cohésion sociale et de développement. Les variables institutionnelles (présence de corruption, insécurité grandissante et défiance) font baisser la participation citoyenne, politique et sociale y compris, chez les jeunes comme chez les adultes. Selon nos résultats, le fait pour les jeunes d'être engagés dans les activités publiques augmente dans un environnement de sécurité publique maîtrisée, moins corrompu, et dans lequel ils ont plus confiance à l'Etat. Le milieu de résidence (urbain, et autre rural), la situation professionnelle (chômeur, inactif) et le niveau de vie des jeunes (moyen et riche) accroissent leur engagement dans les activités publiques. Les participations politique et sociale s'influencent mutuellement et la participation citoyenne est plus marquée par la participation politique, dont l'une des manifestations importantes est la participation au processus électoral, conditionnée par l'inscription sur les listes électorales.

Introduction

« *Personne ne naît bon citoyen ; aucune nation ne naît démocratie. Mais pour tous deux, il s'agit plutôt de processus en constante évolution. Les jeunes doivent être inclus dès leur naissance. Une société qui se coupe de sa jeunesse se prive de sa source de vie et se condamne à mort* » selon Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies et prix Nobel de la paix 2001, remplaçant ainsi la problématique de la jeunesse au cœur du développement de tout pays¹. S'il est vrai que la jeunesse est de plus en plus perçue comme une force positive pour le changement social transformateur, il convient de reconnaître que l'un des problèmes auquel

la jeunesse est en général confrontée reste celui de sa participation citoyenne.

Définie comme l'activité des citoyens dans la vie publique, prenant diverses formes (politique et sociale), dans une grande diversité de lieux (associations, groupes, institutions, commissions), à différents niveaux (local, régional, national), la participation citoyenne est un facteur de démocratie durable, gage de paix et de cohésion sociale.

En Côte d'Ivoire, comme c'est le cas dans la plupart des pays africains, les jeunes sont considérés comme des personnes qui se désintéressent de la politique et des activités associatives ou des fauteurs de troubles. En effet, selon les statistiques de l'enquête Gouvernance,

¹ www.coe.int, Conseil de l'Europe.

Paix et Sécurité réalisée par l'Institut national de la statistique (INS, 2017), le taux de participation des jeunes (18-34 ans) aux dernières élections présidentielles de 2015 reste faible (33,7 %), contre 66,3 % chez les plus de 35 ans, bien qu'en augmentation de 9 points de pourcentage par rapport à 2010. Il est de 20,3 % chez les jeunes de moins de 25 ans, associé à une faible participation aux associations et partis politiques (2,3 %). À cela, s'ajoute également un désintérêt pour les associations religieuses (13 % d'adhésion), les associations locales (15 %), et les associations familiales (18,6 %).

La participation citoyenne des jeunes à la vie publique, politique et sociale reste donc un sujet qui préoccupe de plus en plus les autorités. Cela, d'autant plus que les jeunes représentent plus de 70 % de la population, selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH, INS, 2014) et sont un vivier important de croissance, une main-d'œuvre centrale pour la gestion future des affaires publiques et étatiques. Leur faible implication dans les affaires actuelles est perçue comme un risque potentiel pour la démocratie, vu que, s'ils ne sont pas informés et insuffisamment impliqués dans les affaires politiques et sociales, ils éprouveront de réelles difficultés quand il s'agira pour eux d'occuper des responsabilités. Aussi, une attention moindre aux élections, et une participation marginale au processus citoyen impliquent que les jeunes soient moins représentés dans les instances de décisions, ce qui a pour conséquences de sous-estimer voire d'oublier leurs points de vue.

La littérature sur les modèles d'engagement citoyen est dominée par plusieurs facteurs, notamment : les caractéristiques historiques, sociales, culturelles et économiques. Une attention accrue a été accordée à la recherche sur la participation des citoyens au cours des deux dernières décennies, par des universitaires et des praticiens dans le domaine de l'administration publique et la science politique (Archonte Fung, 2006 ; Royo et al., 2011 ; Scott, 2006) ; Kaifen et Kathe, 2007). Dans la perspective de la recherche des facteurs qui pourraient expliquer la participation citoyenne, certains auteurs comme Van Ham et Smets (2012) ou Geys (2006) soutiennent qu'il n'existe pas de modèle explicatif général de la participation électorale, et a fortiori citoyenne, même si d'autres ont développé des modèles mettant en évidence l'importance de certaines variables spécifiques (Franklin, 2004).

Un article récent (Martyn et Dimitra, 2019) met en exergue deux types de participation : politique et civique, et les classe en deux formes de participation²

² La participation politique conventionnelle prend en compte, le vote aux élections, la sensibilisation pour le vote, le travail pour un parti politique, le fait de parler de politique. La participation politique non conventionnelle est relative au fait de signer des pétitions, participer aux manifestations politiques (meetings), écrire des articles politiques ou des blogs et les partager sur les réseaux sociaux. La participation sociale (ou civique) consiste à

conventionnelle et non conventionnelle. L'article met aussi en exergue les nouvelles formes de manifestation de la participation citoyenne des jeunes qui s'apprécient via le canal des réseaux sociaux. Pour ces auteurs, les jeunes ne sont plus dans les approches traditionnelles (qu'elles soient conventionnelles ou non conventionnelles), mais plutôt dans des approches modernes de participation via internet, et s'orientent de plus en plus vers les sujets des « mégatendances³ » qui leur tiennent à cœur.

En rapportant cette réalité à la Côte d'Ivoire, il ressort que la participation (politique et sociale) des jeunes se fait encore selon les formes traditionnelles, n'utilisant pas internet. En effet, l'accès à internet reste encore faible. Selon l'enquête sur la mesure de la société de l'information (INS, 2019), seulement 29,7 % de personnes ont accès à internet. Et quand on regarde l'usage qui est fait par les jeunes, on se rend compte qu'internet est plus utilisé pour téléphoner (56,5 %), faire des achats et des ventes (19,8 %), que pour la publication d'opinions sur les sujets sociaux et politiques (1,3 %) ou la formulation d'orientations politiques ou civiques (0,9 %).

Ceci nous conforte dans l'idée de rechercher les déterminants de la participation citoyenne des jeunes en Côte d'Ivoire, selon les approches conventionnelles n'utilisant pas internet, à savoir la participation aux élections, l'engagement politique, l'adhésion à un parti politique, ainsi que la participation sociale. La plupart des études ne mettent d'ailleurs qu'un seul aspect de la participation citoyenne en exergue, à savoir la participation au processus électoral, alors que la participation citoyenne est un concept multiforme prenant en compte plusieurs aspects (politique, démocratique, civique et social ; O'Neil, 2006). Notre recherche présente l'avantage de modéliser le phénomène de participation citoyenne, en construisant un indice de participation citoyenne composé de la participation politique et de la participation sociale. Elle s'appuie sur les données de l'enquête Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) réalisée par l'INS, en Côte d'Ivoire en 2017 et greffée à l'enquête régionale sur l'emploi et le secteur informel de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

La participation citoyenne des jeunes reste une préoccupation pour la Côte d'Ivoire. Nonobstant les différentes sensibilisations à leur endroit et la mise en place par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de la plateforme d'autonomisation des organisations de la Jeunesse, force est de constater que les jeunes peinent à

aider les personnes dans le besoin, participer à la résolution des problèmes touchant la communauté, recueillir des fonds pour des organisations caritatives, etc.

³ Le réchauffement climatique, la pollution, la pauvreté dans le monde, le recours à une main-d'œuvre bon marché dans le monde en développement, l'avidité des entreprises multinationales et les droits de l'homme (au niveau mondial), les graffitis.

s'organiser et à influencer sur les prises de décisions, même celles qui les concernent directement. Face à l'intérêt faible des jeunes pour les actions citoyennes, il importe d'identifier les facteurs qui seraient à même de provoquer des changements de comportement, en leur permettant de mieux remplir leur rôle de citoyens engagés et actifs. Dans cette perspective, quels sont les déterminants de la participation citoyenne des jeunes en Côte d'Ivoire ?

L'objectif de ce papier est d'analyser l'état de la participation citoyenne des populations en Côte d'Ivoire, en mettant un accent particulier sur l'implication des jeunes dans la vie politique et sociale. Dans la suite de cet article, après une revue de littérature nous présenterons les différentes statistiques descriptives, et terminerons par une analyse économétrique.

Revue de la littérature

La littérature sur la participation citoyenne des jeunes se focalise le plus souvent sur un aspect de la participation citoyenne, notamment la participation aux élections. Cette littérature dégage deux grandes tendances :

1- ceux qui pensent qu'il n'existe pas de modèle explicatif général de la participation électorale (Van Ham et Smets, 2012 ; Geys, 2006) ;

2- ceux qui pensent qu'il en existe un, et ont développé par conséquent des modèles mettant en évidence l'effet de certaines variables d'intérêt (Riker et Ordeshook, 1968 ; Franklin, 2004). Ces variables peuvent se subdiviser en deux grands groupes, partant des caractéristiques individuelles, aux variables institutionnelles et environnementales.

Dans la suite de notre revue, après avoir défini le concept de participation citoyenne diversement appréhendée dans la littérature, nous présenterons les différents déterminants de la participation citoyenne.

La participation citoyenne : un concept à multiples facettes

La participation, au sens général, est un concept relativement simple qui met en avant l'idée d'action concrète. Elle signifie prendre part à quelque chose, et est utilisée de façon interchangeable avec engagement, implication, partenariat, coproduction. Quant à la citoyenneté, elle signifie qu'on appartient à un espace commun, à une communauté politique.

Les concepts généralement utilisés sont ceux de la citoyenneté active, l'engagement civique, la participation publique, la participation citoyenne, la participation politique, qui sont des concepts liés, revêtant des significations différentes et multiples pour les chercheurs ou pour la population. Elle s'inscrit dans différents périmètres d'intervention, qui englobent le dialogue politique, les programmes, les projets et les

services de conseil et d'analyse. Ces interactions permettent aux citoyens de participer aux processus décisionnels dans le but d'améliorer les résultats du développement.

Certains auteurs, dans leurs approches, mettent en avant les effets de la participation citoyenne (Nabatchi, 2012). Pour eux, c'est un canal d'échange d'informations entre le gouvernement et les citoyens. Grâce aux programmes de participation des citoyens, les gouvernements fournissent des informations sur leurs activités, qu'il s'agisse de nouvelles politiques publiques, de propositions de budget ou de changements dans les services publics. La fourniture d'informations pertinentes par le gouvernement aide les citoyens à mieux comprendre les questions qui les intéressent (par exemple, les priorités budgétaires et leur évolution). Pour Rafika et Sassi (2018), les citoyens sont des acteurs sociaux désireux de donner de leur temps et de leur énergie pour participer à des projets collectifs, afin de mieux vivre dans leur environnement. Cette approche met donc en relation les citoyens et les compétences que ceux-ci doivent acquérir pour une meilleure participation à leur environnement (politique, démocratique et social).

La citoyenneté active est un processus par lequel un citoyen ou une citoyenne s'intègre à la communauté, développe son identité tout en contribuant au développement de la collectivité (Jansen et al., 2006). « L'engagement civique » correspond à l'ensemble des pratiques par lesquelles une personne s'implique et développe des liens au sein de la communauté.

Martyn et Dimitra (2019) font la différence entre engagement participatif et non participatif. Pour eux, tous les engagements ne se manifestent pas toujours par un comportement participatif. Il est tout à fait possible de s'intéresser à des questions politiques ou civiques, d'en avoir des connaissances, des opinions ou des sentiments, sans pour autant agir. En d'autres termes, les individus peuvent être engagés sur le plan cognitif ou affectif sans être engagés sur le plan comportemental.

Dans cette étude, notre définition de la notion d'engagement politique et social (la participation citoyenne) implique des actions concrètes, physiques et actives dans la sphère politique et sociale. Toutes les études convergent vers une définition à deux niveaux du concept de participation citoyenne : la participation politique et la participation sociale. La définition du concept que nous retiendrons ici se fonde sur cette approche mettant en avant ces deux aspects. Elle nous servira à construire notre indice synthétique de participation citoyenne.

Généralement, le rapport des citoyens à la politique s'analyse sous trois grandes dimensions : la participation politique, s'entendant comme un engagement d'action concrète, la politisation c'est-à-dire le fait de parler politique et l'orientation politique, soit le fait de donner son opinion, ses choix politiques.

Dans notre étude, la première dimension de la participation citoyenne perçue en termes d'engagement et d'implication a été retenue. La participation politique sera donc analysée à l'aune des trois critères suivants qui ont permis la construction de l'indice de participation politique :

- la participation aux élections ;
- l'adhésion à un parti politique ou à une association politique ;
- l'engagement politique (participation à une grève ou à une pétition).

La participation sociale est quant à elle analysée en termes de participation aux différentes associations (locales, religieuses, professionnelles, tontines, familiales, de quartier), en tant que simple membre ou comme dirigeant. Ces différentes associations ont permis la construction de l'indice de participation sociale. Dans le cadre de cette recherche, nous fournissons les statistiques descriptives sur la participation sociale, mettant en avant le statut de différentes personnes (simple membre versus dirigeant).

Les différents déterminants de la participation citoyenne

Les variables conditionnant la participation citoyenne peuvent se subdiviser en deux grands groupes : les variables individuelles, et les variables institutionnelles ou environnementales.

Les déterminants environnementaux ou institutionnels

Plusieurs variables dites déterminants institutionnels de la participation citoyenne ou les variables environnementales ou psychologiques sont mobilisées dans la littérature. Elles portent sur la densité et les effets d'agglomération, la lecture des journaux, l'école, l'exemple des parents.

Tavares et Carr (2012), insistent particulièrement sur le rôle positif que peut jouer la densité de la population sur la participation électorale. La densité aurait pour effet de créer des liens entre les citoyens et les inciter à se mobiliser pour la participation au processus électoral. Pour ces auteurs, plus la population est dense, plus les liens se créent et les individus sont informés, donc intéressés au processus de participation citoyenne. Cet avis ne semble pas être partagé par Troustine (2009) pour ce qui est de l'effet des grandes villes sur le vote. Cet auteur montre que plus la taille d'une municipalité est grande, plus la participation électorale est faible. Son interprétation de ce résultat est qu'au sein d'une municipalité peuplée, l'électeur a moins l'impression que son vote fera la différence et est par conséquent moins intéressé au processus électoral.

Le degré d'engagement social des jeunes, comme l'appartenance à un groupe ou l'adhésion à une association étudiante, a une incidence très forte sur leur

niveau ultérieur d'activité politique (Geys, 2006). Howe (2010) met l'accent sur le manque de connaissance politique et de socialisation politique des jeunes. Il confirme les résultats de Dostie-Goulet (2014) et Franklin (2004), selon lesquels l'école est le lieu idéal pour intervenir sur ces facteurs pour deux raisons principales : elle permet de toucher tous les jeunes ou presque, et elle intervient au moment le plus important de changements psychologiques et sociaux, soit l'adolescence. Les expériences vécues durant cette période de la vie influenceraient les comportements politiques. Le contexte institutionnel, à savoir l'organisation des élections, et/ou l'environnement institutionnel, le manque d'information ont aussi des effets sur le processus de participation citoyenne. En effet, dans son étude de la ville de Toronto relativement aux élections, Rohner et Collier (2008) précisent que le taux de participation particulièrement élevé en 1997 était le résultat d'une méga campagne électorale. Plus on est informé sur un processus, plus on y participe. Taylor (2011) met l'accent sur la qualité de l'information comme déterminant de la participation citoyenne.

Les caractéristiques sociodémographiques

Les caractéristiques sociodémographiques, ou les variables individuelles comprennent des variables telles que l'éducation, l'âge, le revenu et le sexe. Ces variables expliquent régulièrement de nombreuses variations dans des formes de participation politique telles que le vote ou l'adhésion à des associations bénévoles (Milbrath et Goel, 1978). Les prédicteurs les plus solides de la participation politique sont l'âge et l'éducation, selon Grönlund et Setälä (2007). Nakhaie (2008) montre également que c'est surtout l'âge qui aurait un impact important sur la participation électorale. Pour Dostie-Goulet et al. (2013), l'enracinement dans la communauté ainsi que l'âge sont susceptibles de jouer un rôle déterminant. Les attitudes sont des caractéristiques psychologiques qui pourraient également affecter la participation politique. Elles sont saisies par diverses variables qualitatives telles que la confiance politique (Hetherington, 1999) ; la confiance dans le parlement, la confiance dans les politiciens et la satisfaction à l'égard de la démocratie (Grönlund et Setälä, 2007), le sens du devoir civique (Dalton et Weldon, 2007).

Des études sur le choix du vote utilisent comme déterminants les variables explicatives de la participation politique et des variables supplémentaires telles que la « race » (ou le groupe ethnique), les caractéristiques des candidats, les évaluations rétrospectives des performances des titulaires, les conditions économiques nationales (Hetherington, 1999). Ces études analysent le choix du vote à l'aide de modèles Logit (Hetherington, 1999) ou Logit multinomial comme c'est le cas des études sur la décision de voter, qui estiment la propension à voter (Grönlund et Setälä, 2007).

Les données

Dans cette section, nous présenterons les différentes données ainsi que les statistiques descriptives qui fournissent les premières informations sur le phénomène de la participation citoyenne.

L'échantillonnage

Les données utilisées dans le cadre de cette étude, proviennent de l'enquête Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) mise en place par la Commission de l'Union africaine, qui l'a donc inscrite dans la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA ; CUA et alii, 2010). L'initiative GPS-SHaSA⁴ a été développée par la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, en vue de produire les statistiques dans le domaine de la gouvernance, de la paix et de la sécurité.

L'enquête GPS en Côte d'Ivoire a été greffée à l'enquête régionale sur l'emploi et le secteur informel, conduite par l'INS (2017), et financée par la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). En plus de collecter les informations sur le marché de l'emploi, le secteur informel, l'enquête a permis de recueillir des informations sur les perceptions et les expériences vécues en matière de :

- Démocratie et Droits de l'homme ;
- Qualité des Institutions et Corruption ;
- Relations Pouvoir-Citoyens ;
- Criminalité ;
- Paix et Sécurité.

Un échantillon initial de 30 811 individus, représentatif au niveau national, ainsi que de la ville d'Abidjan, des autres zones urbaines et du milieu rural a été sélectionné. L'échantillon a été obtenu par tirage probabiliste à deux degrés :

- au premier degré : tirage par allocation proportionnelle des zones de dénombrement (ZD) dans les strates de l'étude ;
- au second degré : tirage systématique de 12 ménages par ZD après dénombrement de celle-ci ;

Au sein des ménages interrogés, tous les individus de 18 ans et plus ont été par la suite identifiés pour répondre au questionnaire GPS. Finalement, sur 30 811

individus de 18 ans et plus initialement ciblés, 30 272 ont été enquêtés avec succès, soit un taux de réponse de 98,2 %. L'échantillon de cette étude est donc un sous-échantillon de l'ERI-ESI 2017.

Les statistiques descriptives

Notre échantillon pour les statistiques descriptives sera subdivisé en deux groupes. Un premier groupe concerne les individus dont l'âge est compris entre 18 et 34 ans (les jeunes), et le deuxième concerne ceux ayant 35 ans et plus (les adultes). En vue de constituer notre échantillon de jeunes et analyser leur participation à la citoyenneté, nous nous sommes appuyés sur l'âge de 18 ans, qui est l'âge de la majorité en Côte d'Ivoire, raison pour laquelle les personnes de 18 ans et plus ont été interrogées dans l'enquête.

Perception de la démocratie

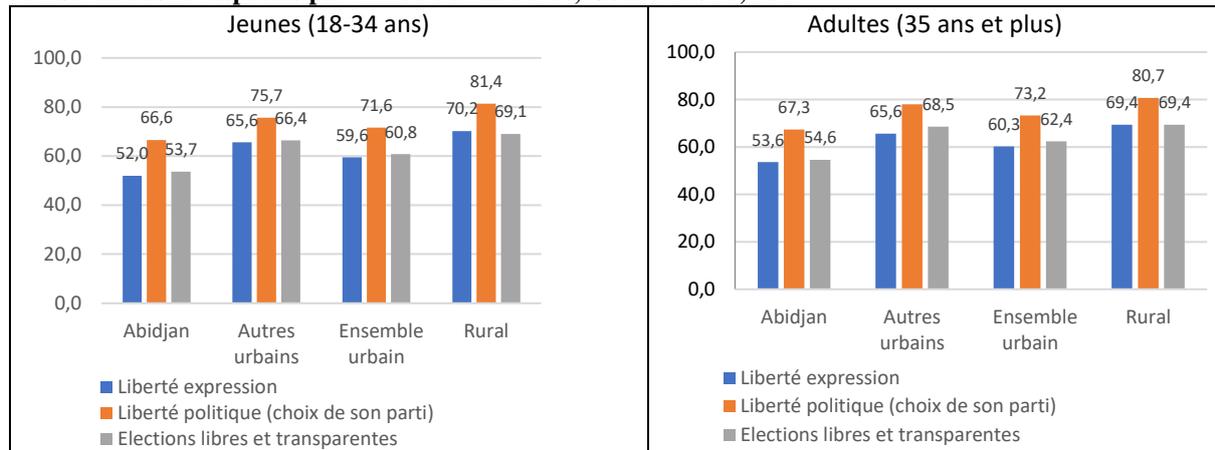
La démocratie étant un système politique, nous analysons la participation démocratique, des jeunes et des adultes. Le graphique 1 montre l'appréciation du respect des valeurs fondamentales de la démocratie selon l'âge et le milieu de résidence. Si les jeunes comme les adultes ont une perception commune du respect de certaines valeurs fondamentales de la démocratie, comme la liberté d'expression (60 %), la liberté de la presse (62 %) et l'égalité devant la loi (56 %), peu importe les différents milieux de résidences (Abidjan, reste urbain et rural), on note une légère différence (non toujours significative) de perception entre les deux groupes d'âges pour ce qui est des élections libres et transparentes et de la liberté politique. En effet, chez les jeunes en zone urbaine, 71,6 % sont d'avis que chacun est libre de choisir d'adhérer à un parti politique, contre 73,2 % chez les plus de 35 ans. 53,7 % des jeunes pensent que les élections sont libres et transparentes à Abidjan, quand chez les adultes, c'est 54,6 % de la population qui le soutiennent.

⁴ L'initiative GPS-SHaSA, qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie d'Harmonisation de la Statistique en Afrique, vise à développer des instruments de mesure, à les expérimenter et à les institutionnaliser. A destination des instituts nationaux de la statistique (INS) des pays du continent, elle est coordonnée par l'Union africaine, avec le soutien institutionnel et financier du PNUD et l'appui scientifique de

l'IRD. Pour la SHaSA, un groupe de travail technique a été composé de représentants des INS des cinq régions de l'Afrique, de l'unité mixte de recherche Développement Institution et Mondialisation (DIAL) de l'IRD, et des organisations de la société civile (Razafindrakoto et Roubaud, 2015).

Graphique 1

Pourcentage des individus de 18 à 34 ans et de 35 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont respectés par milieu de résidence, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête ERI-ESI 2017, Module GPS, INS ; calculs de l'auteur.

La participation politique

L'engagement politique en Côte d'Ivoire se cristallise généralement autour de la participation aux élections, dont l'un des aspects importants demeure l'inscription sur les listes électorales. Le rapport à la politique, perçu à travers l'appartenance à un parti politique, le fait de participer aux associations politiques, et le fait d'être proche d'un parti politique, sont néanmoins tout aussi importants dans l'analyse de la participation politique.

Lors des enquêtes Gouvernance Paix et Sécurité réalisées par l'INS en 2015 et 2017, les populations se sont prononcées sur leur participation aux élections présidentielles générales de 2010 et 2015. En 2010, le taux de participation au premier tour des élections s'élevait à 83,5%, avec un score de 66,2 % chez les moins de 25 ans, 89,6 % chez les 36 à 45 ans et 94,9 % chez les plus de 56 ans (INS, 2015). En 2017, un peu plus de la moitié de la population âgée de 18 ans et plus a voté (51,8 %). Ce taux est bien plus faible que celui de 2010 (tableau 1). Quand on regarde la répartition de ce taux par groupe d'âge, il est relativement faible par rapport à ceux du même groupe d'âge de 2010 : 20,3 % chez les moins de 25 ans, 51 % chez les 25-34 ans et 62 % chez les 35-44 ans (INS, 2015). Aussi avec les données de la Commission Électorale Indépendante (CEI), le constat de baisse de la participation électorale est aussi confirmé. De 83,7 % et 81,1 % au premier et deuxième tour de l'élection en 2010, ce taux a été de 52,9 % pour le seul tour des élections de 2015.

S'il est vrai que la différence des taux (entre déclarations dans l'enquête et résultats officiels) peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment les mouvements démographiques (migration, décès), l'exclusion des ménages collectifs vivant en institution, et le fait que la déclaration des enquêtés soit une reconstruction a posteriori plus ou moins fiable influencée par certains aspects comme le vainqueur aux élections, il n'en demeure pas moins qu'on observe une baisse de la participation aux élections présidentielles.

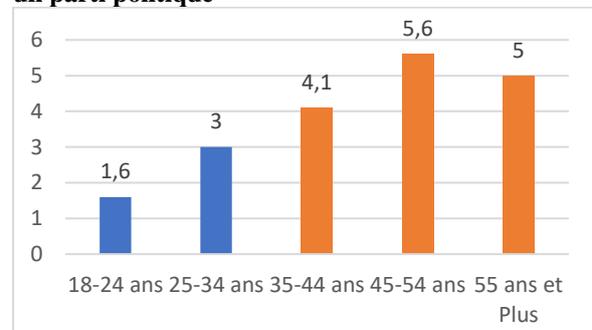
Pour les jeunes, les raisons de ce faible engouement pourraient se justifier par le fait qu'ils ne sont pas enregistrés sur les listes électorales. Près des trois quarts des jeunes de 18 à 24 ans n'y sont pas (certainement dû au fait qu'ils n'étaient pas en âge de voter). Il en est de même pour 62,4 % des jeunes de la tranche 25-34 ans et 51,9 % des adultes de 35 à 40 ans.

A ce fait, s'ajoute la perception qu'ont les jeunes du vote. Pour ceux qui n'ont pas voté, 4,7 % des jeunes de 18 à 24 ans pensent que voter ne sert à rien. Le pourcentage de ceux pour qui voter ne sert à rien monte à 10,3 % et à 11,3 % chez les personnes de 25 à 34 ans et les adultes de 35 à 44 ans respectivement. Il baisse chez les plus de 55 ans (9,6 %).

L'autre élément de la participation politique est l'adhésion à un parti politique ou le fait d'en être un sympathisant. À ce niveau, on observe encore une faible participation des jeunes aux activités politiques (graphique 2) : 1,6 % chez les 18-24 ans et 3 % chez les 25-34 ans. Ces proportions sont un peu plus du double et du triple chez les 35-44 ans (4,1 %) et les plus de 55 ans (5 %).

Graphique 2

Pourcentage des individus selon l'âge appartenant à un parti politique



Source : Enquête ERI-ESI 2017, Module GPS, INS ; calculs de l'auteur.

En matière de rapport à la politique, on observe un désamour de la population pour la chose politique. Ce phénomène est plus marqué chez les jeunes où seulement 8,4 % des 18-34 ans s'intéressent à la politique. Une manifestation concrète de ce désintérêt est la faible proportion, à savoir 10,9 % et 13,3 %, observée chez les deux tranches d'âges (18-34 ans et

les plus de 35 ans) qui disent parler de politique dans leur vie quotidienne.

Un autre aspect de la participation politique, est celui de la participation des individus à des manifestations (politique, grève, pétition). L'enquête nous permet d'observer que très peu d'individus (2,2 %) s'y sont adonnés quel que soit leur âge.

Tableau 1

Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant participé au processus électoral et motifs d'abstention selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques socio-démographiques	% des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections	Motifs d'abstention				% des individus de 18 ans et plus intéressés par la politique	% des individus de 18 ans et plus appartenant à un parti politique
		Pas de candidat représentant vos demandes	Voter ne sert à rien	Pas enregistré sur les listes électorales	Autre raison		
Sexe							
Masculin	51,6	4,8	8,3	60,8	26,2	11,0	4,3
Féminin	52,0	4,6	8,7	64,6	22,0	5,0	2,7
Groupe d'âges							
18-24 ans	20,3	2,2	4,7	74,8	18,3	5,1	1,6
25-34 ans	51,0	5,1	10,3	62,4	22,2	7,8	3,0
35-44 ans	62,9	7,0	11,3	51,0	30,6	9,5	4,1
45-54 ans	72,0	8,6	12,0	45,3	34,1	9,2	5,6
55 ans et Plus	70,9	5,3	9,6	47,6	37,6	10,3	5,0
Niveau d'instruction							
Aucun	52,2	2,8	5,8	64,1	27,3	7,1	3,1
Primaire	55,3	6,5	9,7	62,9	20,8	8,0	4,1
Secondaire	51,0	7,2	12,1	59,4	21,3	9,4	3,7
Supérieur	44,2	5,2	11,9	61,9	20,9	10,1	3,9
Côte d'Ivoire	51,8	4,7	8,5	62,7	24,1	8,0	3,5

Source : Enquête ERI-ESI 2017, Module GPS, INS ; calculs de l'auteur.

La participation sociale

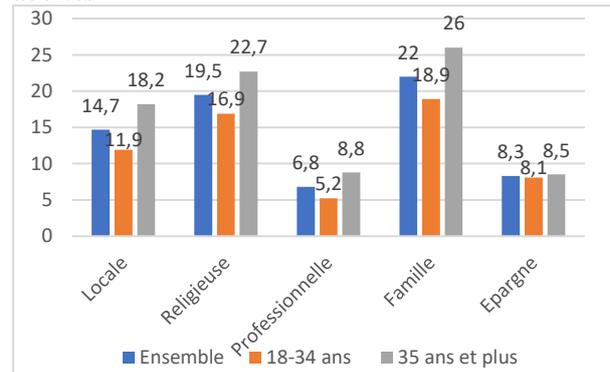
La participation sociale est appréhendée par la vie associative, et analysée à travers la participation des individus à une association locale de quartier, une association religieuse, professionnelle, familiale ou à un groupe d'épargne ou tontine.

Parmi les cinq types d'associations qui ont été distingués dans l'enquête, c'est la participation à des associations de type familial qui est la plus importante. Plus d'une personne sur cinq (22 %) en fait partie. Ensuite viennent les associations de type religieux et local, avec des taux d'adhésion de 19,5 % et 14,7 % respectivement. Les associations d'épargne regroupent 8,3 % de la population, et seulement 6,8 % font partie d'une association professionnelle (graphique 3).

Les affiliations peuvent être multiples. Ainsi, quatre personnes sur dix (39,8 %) font partie d'au moins une association (dont moins de 3 % comme dirigeant). Cela signifie en contrepartie que 60 % des citoyens n'ont aucune implication associative. De façon générale, on s'aperçoit que les jeunes sont moins engagés dans la vie associative que leurs aînés, 34,7 % des jeunes et 45,8 % des adultes sont adhérents à au moins une association.

Graphique 3

Appartenance à une association (%), jeunes et adultes



Source : Enquête ERI-ESI 2017, Module GPS, INS ; calculs de l'auteur.

L'indice de participation citoyenne

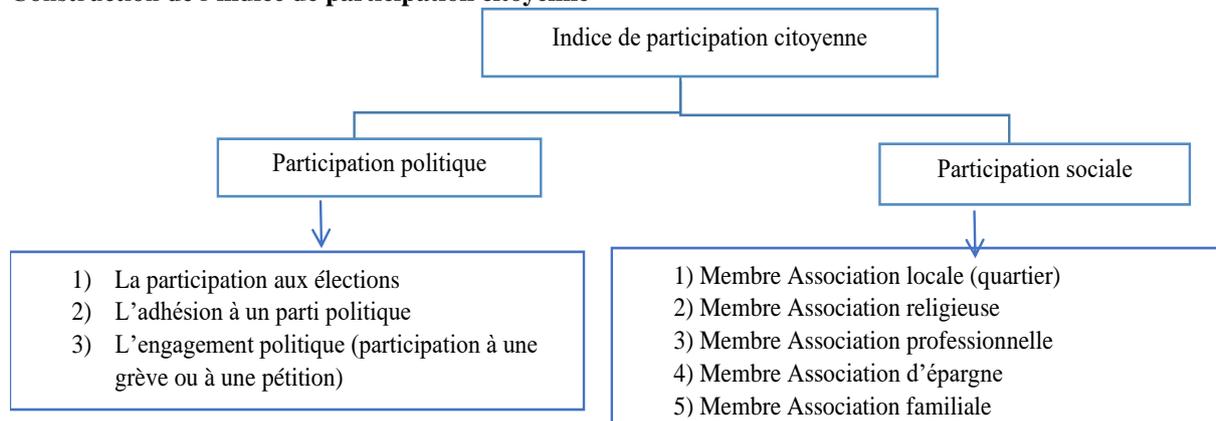
En vue de mieux apprécier la participation citoyenne des jeunes, nous avons construit un indice de participation citoyenne. L'indice de participation citoyenne rend compte des deux aspects de cette participation : la participation sociale et la participation politique. Chacune se décompose en sous-indicateurs, eux-mêmes correspondant à l'agrégation de plusieurs variables. Le graphique 4 présente les

différentes variables ayant permis la construction de l'indice. La démarche méthodologique suivie pour le calcul de l'indice de participation citoyenne s'inspire de l'approche adoptée pour le calcul de l'indice de gouvernance mondiale (Renaud, 2008) et de l'approche d'Alkire et Foster (2015) pour l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle. L'indice de participation citoyenne est la moyenne arithmétique simple de toutes

les variables normalisées. Le résultat final est exprimé sur une échelle de 0 (le plus mauvais résultat) à 1 (le meilleur résultat possible). Les différentes valeurs prises par les différents indices ont été regroupés sur une échelle de Likert prenant les modalités suivantes : « Pas du tout », « Pas vraiment », « Moyennement », « Plutôt », « Complètement ».

Graphique 4

Construction de l'indice de participation citoyenne



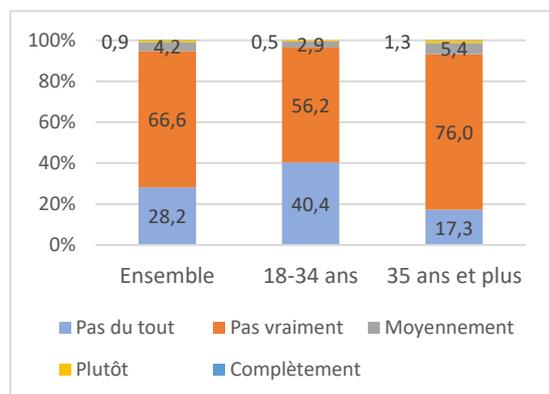
L'indice de participation citoyenne a été construit en tenant compte dans sa définition des indices de participation politique et sociale. De manière générale, la population participe faiblement aux activités citoyennes. En effet, près de trois personnes sur dix, soit 28,2 % de la population ne participent pas du tout

aux activités citoyennes (graphique 5a), quand 66,6 % ne sont pas totalement impliquées et seulement 4,2 % sont vraiment actives dans les activités citoyennes.

Parmi la population qui n'est pas impliquée du tout dans des activités citoyennes, plus des deux-tiers sont des jeunes (67,8%) (graphique 5b).

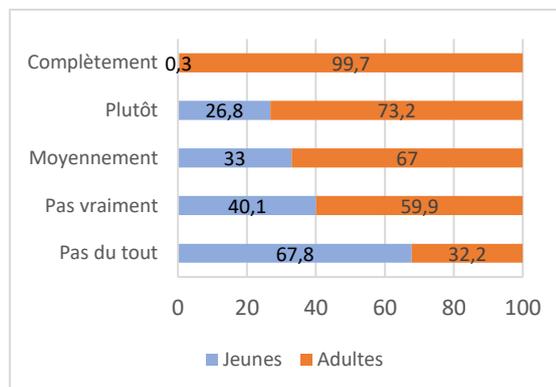
Graphique 5a

Participation citoyenne (%)



Graphique 5b

Participation citoyenne (%), jeunes et adultes



Source : Enquête ERI-ESI 2017, Module GPS, INS ; calculs de l'auteur.

Modèle économétrique

Dans cette section, nous présenterons les variables et la méthode économétrique retenue pour les estimations.

Justification du modèle

Dans notre étude, la participation citoyenne politique et sociale des jeunes sera analysée en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaire (MCO). Pour éclairer la

participation des jeunes, nous réaliserons trois types de régression :

- une régression générale sur les trois types de participation pour l'ensemble de la population, en distinguant les jeunes et les adultes ;
- une deuxième régression avec les trois types de participation sur la sous-population des jeunes ;
- une troisième régression avec les trois types de participation sur la sous-population des adultes.

Hormis ces régressions, nous avons effectué également deux régressions pour estimer l'interaction entre la participation politique et sociale. Il s'agit ici de savoir si les deux types de participation s'influencent mutuellement, et dans quel sens.

Les variables

Notre modèle est composé de deux types de variables :

- les variables socio-démographiques traditionnelles : le sexe, le niveau d'instruction le milieu de résidence, le statut de pauvreté, la situation dans l'emploi et le statut marital ;

- les variables qui encadrent la vie politique et sociale : la perception de l'insécurité, la perception de la corruption, la confiance en l'État.

Notre variable d'intérêt portant sur les jeunes, a été dichotomisée comme suit : 0 = moins de 35 ans ; 1 = 35 ans et plus.

Pour ce qui est des variables expliquées, trois variables ont été utilisées : l'indice de participation citoyenne et les sous-indices de participation politique et sociale, dont la construction a été expliquée dans la partie précédente.

Les résultats

Les résultats de nos régressions sont consignés dans le tableau 2. Trois estimations ont été réalisées avec deux variables dépendantes différentes. Le modèle 1 régresse les différentes variables explicatives sur l'indice de participation citoyenne. Les modèles 2 et 3 ont pour variable dépendante, les participations politiques et sociales, qui sont également régressées sur les mêmes variables explicatives. L'analyse des résultats, issus de ces régressions confirme que les jeunes participent moins, toutes choses égales par ailleurs, aux activités citoyennes, aussi bien politiques que sociales ; ce qui est un premier résultat de l'article, confirmant l'hypothèse de la faible participation citoyenne des jeunes.

Étant donné que la participation des citoyens dans les activités politiques et sociales est considérée comme un facteur déterminant d'une société démocratique, gage de cohésion sociale et de paix, il importe de travailler au renforcement de l'implication des jeunes dans les activités citoyennes. Pour cela, il convient d'identifier les variables sur lesquelles il conviendrait d'agir pour y remédier. Nos différents résultats soutiennent que la participation citoyenne des jeunes est influencée par les caractéristiques socio-démographiques de la population et par certaines caractéristiques de l'environnement économique, sécuritaire et institutionnel.

Relativement aux caractéristiques socio-démographiques, le fait pour les jeunes de résider en milieu rural (comparativement à Abidjan) fait augmenter leur participation citoyenne, aussi bien politique que sociale. C'est aussi le cas chez les plus âgés. En revanche, quand les jeunes résident en milieu

urbain (hors Abidjan), leur implication dans les activités citoyennes baisse. Ce résultat est uniquement dû au recul de la participation sociale, la participation politique quant à elle augmente. Les adultes, qu'ils résident dans les villes secondaires ou en milieu rural, leur participation citoyenne augmente, aussi bien politique que sociale par rapport à Abidjan.

La participation citoyenne est plus élevée chez les hommes que chez les femmes. Celles-ci sont effectivement moins engagées dans les activités, malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation, ainsi que les actions visant à la promotion des questions de genre, devenues une des exigences des projets et des programmes de développement.

Quant au niveau d'instruction, le fait pour les jeunes d'avoir au moins le niveau primaire et secondaire réduit paradoxalement leur implication dans les activités citoyennes (par rapport à ceux qui n'ont pas fréquenté l'école), aussi bien politiques que sociales. C'est seulement quand les jeunes possèdent un niveau supérieur qu'ils trouvent un intérêt plus marqué dans les activités citoyennes. Ce résultat est différent chez les adultes, où la participation tend à augmenter avec le niveau d'instruction (primaire, secondaire et supérieur).

La migration (interne ou internationale) est un facteur commun à l'ensemble de la population, aussi bien des jeunes que des adultes, réduisant la participation citoyenne qu'elle soit politique ou sociale. Cependant, le modèle de participation en fonction du niveau de pauvreté est différent suivant la classe d'âge. On remarque une faible implication des jeunes issus des familles riches dans les activités citoyennes, alors que pour les adultes c'est tout à fait le contraire. Ces derniers sont plus enclins à participer aux différentes activités citoyennes (politiques et sociales), même si les effets ne sont pas linéaires.

Les caractéristiques de l'environnement économique, sécuritaire et institutionnel jouent également un rôle significatif dans la participation citoyenne de la population. En situation de forte corruption ou de criminalité, la participation citoyenne, aussi bien politique que sociale, baisse chez les jeunes comme chez les adultes. Pour les jeunes, les effets de la corruption et de la criminalité peuvent s'étendre dans les autres sphères, politiques et sociales, à travers le trucage des élections, la désinformation, la délinquance, les enlèvements et les crimes. Ce résultat peut expliquer leur faible implication dans les activités citoyennes lorsqu'ils perçoivent que l'environnement est corrompu et que la criminalité est répandue.

Enfin, l'un des résultats importants de cette recherche, est le rôle que joue la participation politique sur la participation sociale et vice-versa. En effet, il ressort que les deux types de participation s'influencent mutuellement positivement : plus on participe politiquement et plus on s'implique socialement et inversement.

Tableau 2
Résultats des estimations

Variables Explicatives	Part. cit. ⁵	Part. pol. ⁶	Part. soc. ⁷	Part. cit.	Part. pol.	Part. soc.	Part. cit.	Part. pol.	Part. soc.
	Régression générale			Jeunes (18-34 ans)			Adultes (35 ans et plus)		
Classe d'âge (réf=adulte)									
Jeune	-6.11E-02***	-7.62E-02***	-4.17E-02***						
Milieu de résidence (réf=Abidjan)									
Autres Villes urbaines	3.05E-03	4.05E-03	-3.90E-04	-2.89E-03**	1.43E-03	-3.35E-03	1.28E-02**	1.40E-02***	1.17E-02
Milieu rural	1.14E-02***	9.22E-03**	9.57E-03**	1.07E-02	4.87E-03*	1.51E-02**	1.42E-02***	1.39E-02***	1.44E-02*
Niveau de revenu (réf= pauvre)									
Classe moyenne	5.85E-04	-4.53E-03	2.21E-03	3.53E-03	3.63E-03	2.42E-03	1.02E-03	-7.02E-03**	5.57E-03
Riche	8.53E-03***	1.20E-03**	1.32E-02***	8.24E-03***	9.87E-03***	5.82E-03	1.24E-02***	1.14E-03	2.15E-02***
Niveau d'instruction (réf=aucun)									
Primaire	6.85E-03***	-3.08E-03	4.79E-03	-4.11E-03	-1.05E-02***	-1.09E-03	1.02E-02***	1.04E-02***	1.33E-03
Secondaire	1.69E-02***	1.19E-02**	1.98E-02***	-2.10E-03	-2.54E-03	-8.80E-03*	2.54E-02***	1.84E-02***	3.20E-02***
Supérieur	3.35E-02***	2.47E-02***	4.46E-02***	1.95E-03	4.43E-03	-6.90E-03	9.02E-02***	6.30E-02***	1.30E-01***
Situation en emploi (réf=inactif)									
Actif occupé	2.13E-02***	2.89E-02***	7.93E-03	1.80E-02***	3.09E-02***	6.03E-04	-6.13E-03**	1.06E-02***	-1.85E-03
Chômeur BIT	1.75E-02**	4.86E-02***	3.33E-02***	2.36E-02**	4.68E-02***	1.19E-02	-8.33E-03	4.51E-02***	-9.49E-02***
Main d'œuvre Potentielle	-4.04E-04	4.19E-04	1.21E-02**	5.65E-03	9.98E-03**	7.89E-03	-1.05E-02	-9.23E-03	-2.54E-02*
Profil migratoire (réf= Natif)									
Migration interne	-1.31E-02***	-3.01E-02**	-1.55E-03	-1.38E-02***	2.13E-02***	-8.01E-03**	-1.46E-02	-3.75E-02***	1.99E-03***
Migration Internationale	-8.79E-02***	-1.75E-01**	5.27E-03	-6.23E-02***	-1.27E-01***	5.01E-04	-1.11E-01	-2.15E-01***	-1.17E-02***
Sexe (réf=Féminin)									
Masculin	2.31E-02***	3.52E-02***	4.34E-03***	1.94E-02***	2.72E-02***	1.22E-02**	2.91E-02*	2.72E-02***	3.29E-02***
Statut matrimonial (réf=divorcé...)									
Marié	2.22E-02***	9.29E-03***	3.82E-02**	-4.90E-02***	-5.05E-02***	-5.09E-02	2.17E-02***	-2.05E-02***	-2.22E-02**
Célibataire	-8.33E-02***	-9.09E-02	-7.19E-02***	-9.89E-04	7.45E-03	-1.84E-02	1.25E-02	6.70E-05***	2.80E-02***
Index Corruption	-1.92E-01***	-8.58E-02***	-2.72E-01***	-1.01E-01***	-1.03E-01***	-7.72E-02***	-6.99E-02***	-7.57E-02***	-4.57E-02***
Index Criminalité	-1.30E-02**	3.46E-02***	3.03E-02***	-1.62E-01***	7.03E-02***	-2.25E-01***	-2.25E-01***	-1.07E-01***	-3.13E-01***
Index Confiance Etat	3.94E-01***	3.32E-01**	3.71E-01***	-1.37E-03	2.29E-02***	-3.71E-02***	2.48E-02***	5.31E-02***	-1.89E-02*

Source : Enquête ERI-ESI 2017, Module GPS, INS ; régressions de l'auteur.

Note : *, **, ***, représentent la significativité aux seuils de 10 %, 5 % et 1 %.

⁵ Participation citoyenne

⁶ Participation politique

⁷ Participation sociale

Conclusion

L'objectif de ce travail était de contribuer à l'enrichissement de la littérature sur la participation citoyenne, en analysant pour la Côte d'Ivoire les déterminants de l'engagement dans les activités publiques des jeunes. Dans un premier temps, nous avons proposé une revue de la littérature existante sur cette question au niveau conceptuel et opérationnel. Cette revue nous a permis de mieux définir le concept de participation citoyenne, sous deux dimensions (politique et sociale) qui sous-tendent la construction de notre indice de participation citoyenne.

Pour mieux comprendre la faible implication des jeunes dans les activités citoyennes nous avons opté pour une modélisation en trois temps. Le premier présente l'état global de la participation citoyenne sur tout l'échantillon. Dans un second temps, nous avons effectué les mêmes régressions sur les jeunes et sur les adultes, séparément. Notre analyse a été couplée à une analyse statistique descriptive qui nous a permis d'analyser la participation citoyenne, aussi bien politique que sociale, des deux groupes d'âges de notre échantillon.

La faible participation citoyenne des jeunes, aussi bien politique que sociale, représente un frein pour la

consolidation de la démocratie, gage de cohésion sociale en Côte d'Ivoire.

Les différents résultats ont permis de mettre en évidence les facteurs sur lesquels il faudrait agir pour accroître la participation citoyenne des jeunes. Au rang de ces facteurs, les jeunes tiennent compte de l'environnement sécuritaire en place. En effet, plus la sécurité publique est assurée, plus les jeunes sont enclins à s'engager dans les activités publiques. Il en est de même lorsqu'ils sont dans un environnement moins corrompu. Leur engagement dans les activités publiques est également associé à leur niveau d'instruction, au niveau de vie des parents, à leur situation professionnelle et leur origine migratoire. Plus les jeunes sont instruits, ont des parents ayant un niveau de revenu élevé, et sont en activité professionnelle, et plus ils sont engagés aussi bien au niveau politique que social.

Dans le but d'approfondir les effets de la participation citoyenne des jeunes, les prochaines recherches pourraient analyser la dynamique de la participation citoyenne en comparant les deux années ayant fait l'objet d'enquêtes GPS (2015 et 2017), en identifiant plus spécifiquement la contribution des différentes variables ayant permis la construction de l'indice sur la participation citoyenne.

Références Bibliographiques

- Archonte F. (2006)**, « Variétés de participation à une gouvernance complexe, Examen de l'administration publique », *Public Administration*, No.6 (Numéro spécial), pp. 66-75.
- Alkire S. and Foster J.E. (2015)**, "Understandings and Misunderstandings of Multidimensional Poverty Measurement", *Journal of Economic Inequality*, No.9, pp. 289-314.
- CUA, CEA et BAD (2010)**, Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA), Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba
- Dalton et Weldon (2007)**, « Partisans et institutionnalisation du système des partis », *Party Politics*, No.13, pp.170-179.
- Dostie-goulet and Guay J. (2013)**, "Social Networks and the Development of Political Interest", *Journal of Youth Studies*, No.12 (4), pp. 405-421.
- Dostie-goulet and Guay J. (2014)**, *Teaching Civic Education in Québec High Schools*, Sherbrooke University, Sherbrooke.
- Franklin M. (2004)**, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Geys (2006)**, « Rationales Theories of voter Turnout », *Political studies review*, No.4(1), pp.16-35.
- Grondlund K. and Setala M. (2007)**, "Political trust, satisfaction and voter turnout", *Comparative European Politics*, No.5(4), pp.400-422.
- Hetherington J.M. (1999)**, "The Effect of Political Trust on the Presidential Vote", *The American Political Science Review*, No.93(2), pp.311-326.
- Howe T.R. (2010)**, "International Child Welfare: Guidelines for Educators and A Case Study from Cyprus", *Journal of Social Work Education*, No.46, pp.425-443.
- INS (2014)**, *Résultats globaux du Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, Institut National de la Statistique, Abidjan.

- INS (2015)**, *Rapport National sur l'Etat de la Gouvernance de la Paix et de la Sécurité*, Institut National de la Statistique, Abidjan.
- INS (2017)**, *Rapport de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel, la Gouvernance, la Paix et la Sécurité (GPS)*, Institut National de la Statistique, Abidjan.
- INS (2019)**, *Rapport de l'Enquête sur la Mesure de la Société d'Information*, Institut National de la Statistique, Abidjan.
- Jansen J.P., Van Den Bosh F. et Volberda H. W., (2006)**, « Innovation exploratoire, innovation d'exploitation et performance : effets des antécédents organisationnels et des modérateurs environnementaux », *Science du management*, No.52(11), pp. 1661-1674.
- Kaifen et Kathe, (2007)**, « Efforts de participation citoyenne et réactivité bureaucratique : valeurs participatives, pressions des parties prenantes et praticité administrative », *Examen de l'Administration publique*, No.67 (Mars-Avril), pp. 249-264.
- Martyn B. et Dimitra P. (2019)**, *Engagement civique et politique des jeunes*, Routledge Press, Londres.
- Milbrath L.W. and Goel M.L. (1978)**, "Political participation: how and why do people get involved in politics", *American Review in Political Science*, No.72 (4), pp. 1482-1484.
- Nabatchi (2012)**, « Remettre le public dans la recherche sur les valeurs publiques : concevoir la participation pour identifier et répondre aux valeurs », *Revue de l'Administration publique*, No.72(5), pp. 699-708.
- Nakhaie R. (2008)**, « Capital social et participation politique », *Revue canadienne de science politique*, No.41(4), pp.835-860.
- Korti R. (2018)**, « Participation citoyenne et sens de la communauté dans l'élaboration du plan de projet permanent de conservation » *Journal européen d'études interdisciplinaires*, 4(1), pp. 87-92.
- Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2015)**, « Les modules Gouvernance, Paix et Sécurité dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (GPS-SHaSA) : développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Statéco* No.109, pp. 122-158.
- Renaud F. (2008)**, *L'indice de gouvernance mondiale, IGM. Pourquoi évaluer la gouvernance mondiale et pour quoi faire ?*, Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale, Série Cahiers de propositions, Paris.
- Rohner D. and Paul C. (2008)**, «Democracy, Development, and Conflict», *Journal of the European Economic Association*, 6 (2-3), pp. 531-540.
- Scott J.K. (2006)**, « Municipal Government Web Sites Support Public Involvement? », *Public Administration Review*, 66(3), 2006, pp.341-353.
- Tavares A. et Carr (2012)**, « Si proche, mais si loin ? Les effets de la taille, de la densité et de la croissance des villes sur la participation civique locale », *Journal des affaires urbaines*, No.35 (3), pp. 283-302.
- Trounstine J. (2009)**, « Toute politique est locale : la réémergence de l'étude de la politique de la ville », *Perspectives sur la politique*, No.7(3), pp. 611-618.
- Riker W. H et Ordeshook P. C. (1968)**, « Une théorie du calcul du vote », *American Political Science*, No.62 (mars), pp.25-42.
- Royo S., Yetano A. et Acerete B. (2013)**, « E-participation et protection de l'environnement : les collectivités locales sont-elles vraiment engagées ? », *International Journal of Public Administration*, No.74 (1), pp. 12-20.
- Sassi B. (2018)**, "Citizen Participation: A Matter of Competency", *European Journal of Social Sciences*, No.1(1) January-April.
- Van Ham C. and Smets K. (2012)**. «The embarrassment of riches? A meta-analysis of individual-level research on voter turnout», Electoral studies, working paper to be presented at the ELECDDEM Closing Conference, European University Institute, 28-30 June 2012.